



Association Démocratique des Retraités (ADR)

8 novembre 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Serait-ce une promesse libérale oubliée?

Lors de la dernière campagne électorale, le Parti libéral du Québec avait promis de faire une place aux retraités sur les conseils d'administration ou de gestion de leurs fonds de retraite. « À mi-mandat de ce gouvernement, nous, les retraités des secteurs public et parapublic, sommes encore sous la tutelle des centrales syndicales et ce n'est pas faute de représentations de notre part. » a déclaré Rodrigue Dubé, le président de l' **Association Démocratique des Retraités (ADR)**

Le président de l' ADR enchaîna : « Encore en août dernier, nous avons rencontré le cabinet de la présidente du Conseil du trésor, la ministre, madame Monique Jérôme-Forget, pour lui soumettre une proposition novatrice qui donnerait aux retraités des secteurs public et parapublic une représentation adéquate sur les comités de retraite qui les concernent. »

Lors de cette rencontre, nous nous sommes fait dire que notre proposition était fort légitime et qu'elle méritait d'être étudiée sérieusement. Le cabinet de madame la Ministre nous fit savoir que la CARRA procéderait à un examen approfondi de notre proposition, d'autant plus :

- que le gouvernement était à revoir la gouvernance de la CARRA;
- que le gouvernement était en négociations avec les centrales syndicales sur le sujet et que la place des retraités, dans la gestion de leurs fonds de retraite, demeurait une préoccupation importante du gouvernement;
- que nous devrions recevoir un rapport de l'analyse que ferait la CARRA de notre proposition; etc.

Nous voilà en novembre, et il ne s'est vraisemblablement rien passé. « *Est-ce que le gouvernement libéral est en train de jouer notre sort dans notre dos comme l'avait fait le gouvernement péquiste en l'an 2000?* » a demandé Rodrigue Dubé

Le président de l'**Association Démocratique des Retraités (ADR)** a conclu : « *Nous, les retraités des secteurs public et parapublic, en avons assez d'être considérés comme citoyens de seconde classe. Nous voulons une représentation qui tienne compte de nos investissements. Nous voulons désigner nous-mêmes nos représentants sur les comités de retraite. Nous voulons qu'un engagement électoral ne dure pas seulement le temps de faire un choix dans l'isolement. Nous, les retraités des secteurs public et parapublic, voulons être partie prenante aux discussions qui nous libéreront du processus de tutelle dont nous sommes victimes.* »

- 30 -

Source : Rodrigue Dubé

Téléphone : 450 - 928-0236